

CONTRIBUTION DE GEREDIS DEUX-SEVRES et SRD

*CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE
DU 9 JUILLET 2013 SUR LES QUATRIEMES TARIFS D'UTILISATION
DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE*

Le 13 août 2013

Profitant de la consultation publique du 9 juillet 2013 relative aux quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité, GEREDIS Deux-Sèvres et SRD souhaitent alerter de nouveau l'attention de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) sur la discrimination subie par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité (GRD) dont les caractéristiques structurelles des territoires desservis génèrent des charges moyennes à couvrir supérieures à celles de l'opérateur national ERDF (le TURPE étant par définition, réglementairement calibré par la CRE sur la base de la couverture des seules charges de l'opérateur national).

Cette inquiétante situation mettant en cause la pérennité économique des GRD ruraux, a déjà fait l'objet de plusieurs interventions de GEREDIS Deux-Sèvres ou de SRD lors des échanges avec la CRE, notamment lors des auditions annuelles des GRD desservant plus de 100 000 points de livraison. Une contribution spécifique, en réponse à la consultation publique sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité du 6 novembre 2012, synthétisant la problématique et la position commune des deux GRD, a par ailleurs été adressée à la CRE par GEREDIS Deux-Sèvres et SRD le 10 décembre 2012 (copie jointe en annexe à la présente).

Dans ce cadre, GEREDIS Deux-Sèvres et SRD constatent que leurs demandes n'ont pas été prises en compte et qu'aucune évolution relative au traitement de ces inégalités n'a été décidée au niveau des dispositifs tarifaires qui leur sont appliqués (TURPE et FPE).

Au contraire, GEREDIS Deux-Sèvres et SRD remarquent que les nouveaux tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité tels qu'ils ressortent de la consultation, couplés au maintien du niveau du Fond de Péréquation de l'Electricité (FPE) proposé par le conseil du Fond du 3 juillet 2013, et d'un certain nombre d'évolutions récentes aggravent la situation des GRD les plus défavorisés.

En effet, il a déjà été établi par exemple que l'horosaisonnalité des tarifs HTB ne va pas dans le sens d'une amélioration de la situation des GRD en écart défavorable par rapport à la moyenne nationale.

De plus, les nouveaux tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité tels qu'ils sont aujourd'hui présentés, et en particulier la nouvelle dégradation du ratio « Part fixe / Part variable », a de nouveau pour effet de pénaliser davantage les GRD ruraux, qui, de par la typologie de leur clientèle résidentielle, dispersée et fortement thermosensible, doivent faire face à un faible foisonnement des consommations.

Par ailleurs, le développement des énergies renouvelables, et en particulier des parcs de production de forte puissance raccordés en HTA aux postes sources, concourt à une augmentation de la longueur des réseaux sur les territoires ruraux bien supérieure à la moyenne nationale, générant de nouvelles charges d'exploitation, en particulier liées aux pertes, sans recettes supplémentaires. A ces charges directes d'exploitation, viendront bientôt s'ajouter les probables coûts échoués et les charges d'amortissement, là encore bien supérieurs à la moyenne nationale, des ouvrages à renforcer et créer dans le cadre des Schémas Régionaux de Raccordement au réseau des Energies Renouvelables (S3RER) et qui devront être pris en charge par GEREDIS Deux-Sèvres et SRD.

Ce déséquilibre croissant creuse le montant déjà très négatif du solde recettes – charges de nos entreprises.

TURPE 4 – Consultation publique de la CRE du 9 juillet 2013
Contribution commune de GEREDIS DEUX-SEVRES et SRD

Enfin d'autres évolutions à venir risquent de pénaliser encore davantage la situation des GRD ruraux : en l'état actuel de notre visibilité sur ce sujet, la mise en place de dispositifs de comptage communicants, présentera pour les GRD ruraux un coût par rapport à la moyenne nationale structurellement plus élevé (démontré à l'occasion du comité de suivi LINKY et principalement dû à la faible densité de clients).

En conclusion, ces évolutions qui accentuent le traitement inéquitable des territoires ruraux dont les élus ont fait le choix d'un service public de l'électricité géré par une Entreprise Locale de Distribution (ELD), ne sont ni supportables, ni acceptables.

GEREDIS Deux-Sèvres et SRD poursuivent leurs demandes d'une augmentation significative du montant du Fond de Péréquation de l'Électricité afin que les dispositions tarifaires qui leur sont appliquées respectent les textes réglementaires en vigueur en matière de couverture des coûts résultant de leurs missions et leurs contrats de service public.

A défaut, concernant le projet de TURPE 4, dans un contexte, où contrairement aux textes en vigueur (article L.121-29 et L322-8 du code de l'énergie), les dispositifs tarifaires actuels (TURPE et FPE) ne permettent déjà pas d'assurer la juste couverture des charges d'un GRD rural desservant plus de 100 000 points de livraison, GEREDIS Deux-Sèvres et SRD considéreront que le projet de nouvelle version des tarifs proposé par la CRE aggrave la discrimination déjà subie.

Annexe : Contribution de GEREDIS Deux-Sèvres et SRD du 10 décembre 2012 relative à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie du 6 novembre 2012 sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité.